

## Burundi : près de 793 M \$ pour la gestion durable des terres

Arrib News, 03/09/2012 – Source Xinhua – Près de 793 millions de dollars américains sont à mobiliser pour l'exécution du programme de gestion durable des terres au Burundi pour la période 2013-2015, a indiqué lundi à Bujumbura l'expert environnementaliste burundais Benoît Nzigidahera lors d'un atelier de validation de la stratégie d'investissement d'un plan de financement sur la gestion durable des terres au Burundi. Selon l'expert Nzigidahera, le Burundi est caractérisé par une dégradation continue des terres avec une perte annuelle de plus de 37 millions de tonnes de terres fertiles à cause de l'érosion.

D'autres défis à relever pour la gestion durable des terres, a-t-il affirmé, sont notamment la déforestation, l'exigence de terres, le surpâturage, la mauvaise gouvernance foncière, les perturbations climatiques persistantes, la pression démographique et la pauvreté. En effet, a précisé M. Nzigidahera, la taille moyenne des exploitations agricoles par ménage burundais est de 0,5 hectare dans un pays où 93% de la population vivent de l'agriculture et de l'élevage dont la superficie exploitée n'occupe que 50% du territoire national. La production annuelle en vivres par habitant a baissé de 26%, de façon que près de 85% des ménages font quotidiennement face à une insécurité alimentaire, a fait remarquer l'expert. De plus, a-t-il ajouté, une forte pression démographique entraîne la mise en culture des terres marginales et la mise en péril des équilibres environnementaux. Cette dégradation des terres est aussi consécutive à une régression des étendues du capital forestier passant de 211.000 hectares en 1992 à 133.500 hectares en 2012. Enfin, la gestion des terres au Burundi est caractérisée par une mauvaise gouvernance, a-t-il déploré. M. Nzigidahera a évoqué l'application fragmentaire de la loi, la spéculation entretenue par l'inexistence d'un cadre de coordination et par la défaillance de certains décideurs et autorités, le manque d'un cadre de synergie et de cohésion entre les acteurs intervenants dans le secteur et le manque d'un mécanisme approprié de mobilisation des fonds.